

« Fasciste »

Alain Deneault

Number 83, Winter 2021

L'art (presque perdu) du dialogue

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/95835ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)

2369-2359 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Deneault, A. (2021). « Fasciste ». *L'Inconvénient*, (83), 26–29.

« Fasciste »

ESSAI Alain Deneault

« Mais vous prrrrréconisez une solution FASCISTE ! » lance-t-il de sa grosse voix, en interrompant le panéliste avec qui il partage la tribune. « Fasciste »... Cette réplique toute en finesse est le fait d'un professeur d'université, qui plus est sociologue. Quand on n'a pas fréquenté les milieux universitaires depuis quelque temps, on comprend dans cet à-coup qu'ils se sont depuis abaissés à cette culture-là de l'anathème. À force de gazouillis incendiaires, de blogues vitrioliques, de coups de semonce expéditifs et d'invectives impulsives, il devient banal même dans ces milieux de plonger toute discussion dans un climat délétère.

« Fasciste », maintenant... Je suis celui qui doit composer avec ce déraisonnement qui tonne. Ce n'est même plus une ineptie vulgaire qui saille, mais le témoignage de quelqu'un qui, tout docte qu'il soit, ou qu'il fût, a manifestement perdu ses repères ainsi que le sens des mots. « Fasciste ». Qu'a-t-on dû com-

mettre comme forfait pour mériter à ses yeux ce blâme extrême ?

La scène s'est produite à l'occasion d'une table ronde organisée en 2019. C'est sur le thème des paradis fiscaux qu'on m'a demandé d'intervenir. Une autre personne traite de l'engagement politique régional et mon malotru, lui, quoique sociologue, vient parler « des gens », « les gens qui ne s'intéressent plus à ce qui est commun », « les gens qui ne croient plus à l'État »... Ces généralités, contre lesquelles on met pourtant en garde les étudiants de sociologie au cégep, sont ici débitées au nom d'un discours sur le commun, sur fond de nostalgie sociale-démocrate.

En l'occurrence, avant qu'on me tombe dessus à bras raccourcis, la discussion à bâtons rompus m'amenait à indiquer, à propos des sujets politiques occidentaux, une évidence sociologique, à savoir qu'outre leur faculté de penser, de délibérer et de décider – faculté instituée de manière fort inégale dans nos régimes, faut-il

le rappeler ? –, notre histoire est faite de conjonctures et d'événements qui peuvent d'eux-mêmes bouleverser la réflexion et provoquer par leur seul fait des mutations intellectuelles. « Solution fasciste ! » énonce le professeur, nonobstant la gravité de l'épithète, et nonobstant la terrible portée du substantif dans l'histoire dudit fascisme. On reste coi devant l'écho d'un tel dérapage. Car, enfin, ce serait s'humilier soi-même – l'agresseur le sait – que d'expliquer en quoi, étranger à toute caractérisation « fasciste », notre raisonnement tente de se développer. De surcroît, le propos qui se fait ainsi brutalement interrompre ne concerne pas même le régime des « solutions ».

Afin de se prémunir contre ce genre de stigmates, face à de tels défenseurs autoproclamés des *identités*, faudrait-il donc taire tout ce qui n'est pas *identique* à leur corpus d'idées ? Taire, en l'occurrence – puisque c'est de ceci qu'il s'agissait avant que la fronde ne survienne –, le phénomène des catastrophes écologiques, des pénuries alimentaires, des crises pétrolières, entre autres situations historiques qui, en tant que telles, perturbent et modifient les modes d'intellection au moyen desquels nous abordons et organisons le monde ? Nous vivons dans un régime politique dont les conditions de possibilité sont menacées par une crise écologique déjà à l'œuvre : érosion des sols, réduction des forêts, avancée des déserts, réchauffement du climat, fonte des glaciers, montée des crues, disparition des espèces... La pensée inhérente à ce régime risque d'y passer elle aussi et de donner lieu à des transformations historiques sur le plan de l'intellection. On pourrait ne pas penser de la même façon notre rapport au monde au fur et à mesure que la crise écologique le transforme d'elle-même radicalement... Cela, faudrait-il le taire, taire ce qu'Hannah Arendt rangeait dans la catégorie de la *force des choses*, en opposition avec tous les actes politiques relevant à un titre ou à un autre d'une volonté subjective ?

« Fasciste ! » Le mot est donc lâché, sans appel, au détriment de la crédibilité de celui qui l'emploie. La fin justifie les moyens, ici : faire perdre la parole à l'adversaire. Étonnant de la part d'un professeur qui ose par ailleurs publiquement regretter que des militants radicaux pratiquent à Montréal la censure politique.

« Fasciste ». C'est que le professeur est contrarié. Son propos (très) général porte

moins sur un principe que sur un vœu pieux : ah ! si seulement les sujets politiques débéraient dans un rapport cristallin aux objets qu'ils partagent, pour fonder des politiques claires dans le concert institutionnel de décisions harmonieuses... Mais qu'on aille au-delà, non parce que l'on conteste le caractère souhaitable de l'incantation, mais parce que sa banalité nous ennuie, et nous voilà devenus « fascistes ».

Ce n'est plus une personne qu'on a face à soi, mais soudainement un mur. Sourd même à ce qui devrait pourtant recevoir son suffrage. Par exemple, la pertinence de l'enjeu des paradis fiscaux au vu d'une approche préconisant l'identité, le commun, le collectif. Il s'agit d'un thème d'envergure : la moitié des transferts internationaux transitent hors du circuit des États de droit. C'est par milliers de milliards de dollars qu'on compte les actifs de banques et de multinationales qui pratiquent leurs activités hors de tout régime de droit. Voilà un thème d'intérêt commun dont on pourrait discuter. Mais non ! La menace que font planer les paradis fiscaux sur les États-nations et sur ce qu'il reste des acquis de la social-démocratie doit être censurée, elle aussi, aussitôt qu'on éprouve de l'hostilité pour son message. Celui-ci traite de quelque chose qui échappe à la maîtrise des quinquaiers intellectuels de l'identité nationale ; cette problématique n'est pas articulée dans leur jargon. Sa terminologie conceptuelle leur échappe. Le phénomène apparaît trop grand au regard de ceux qui se sont habitués à vitupérer les acteurs sociaux environnants qui ne sont pas *identiques* aux portraits types que promeut leur marotte. Le professeur se contente donc d'en récuser l'importance, d'un convaincant « on ne parle que de ça ! ». Comme si c'était vrai. La position explicite de l'intéressé sur le sujet est d'oublier cette problématique et de s'en tenir à ce que fait l'État traditionnel dans ce qui lui reste de faibles prérogatives aujourd'hui.

Or, les paradis fiscaux et les législations ultrapermissives, comme les Bermudes, le Panama, le Liberia, le Delaware et le Luxembourg, nous amènent à comprendre la duplicité des institutions publiques et l'enfermement dans lequel se trouvent en grande partie les parlementaires. Dans cet esprit, toute une organisation a été mise en place (indépendance des banques centrales, accords de libre-échange, constitution de multinationales capables d'exister simultanément de tous les côtés des frontières

établies, banques détentrices des créances et capables principalement d'émettre de la monnaie, tribunaux privés pour trancher les différends entre États et multinationales...) pour rendre le parlementaire qui vient d'être « démocratiquement élu » incapable de renverser par sa seule volonté constitutionnelle des modalités de fonctionnement devenues autonomes. Les paradis fiscaux représentent en cela le comble du capitalisme financier contemporain : ce sont maintenant des pays entiers, ou des législations régionales, qui permettent sciemment à des acteurs limités ailleurs par des États « démocratiques » de mener là des opérations affranchies de toutes contraintes. On peut dans cet ensemble d'États (paradis fiscaux, zones franches, ports francs...) éviter l'impôt, faire travailler des enfants, augmenter les marges de risque dans l'investissement, polluer à souhait, administrer la corruption de décideurs publics... Ces législations caricaturales ne s'opposent pas aux États traditionnels, elles les complètent. Ce sont leurs rejetons. Elles ont été créées pour permettre à une oligarchie de bénéficier de cadres anonomiques, tout en tirant profit des avantages qu'ont encore à proposer les États de droit chez eux. Quiconque s'intéresse à l'État de droit et aux institutions publiques ne saurait écarter cette question.

Ces modalités d'organisation remontent à loin. Car, faut-il le rappeler au professeur, l'âge d'or de la relation entre l'État et le peuple n'a jamais existé. Et chercher par des contorsions intellectuelles à se rendre *identiques* à ce phantasme est une vaine injonction. C'est le fusil sur la tempe que les peuples ont consenti dans l'histoire à « reconnaître » la souveraineté de leurs conquérants sur leur territoire et sur eux-mêmes. Michel Foucault, Jacques Rancière, Saskia Sassen ou François-Xavier Verschave, notamment, exposent rigoureusement cette relation historique complexe. (Mais il est vrai que le professeur rejette d'un revers de main les auteurs qui se sont « radicalisés ».) L'État moderne bourgeois a systématiquement défavorisé ou violenté des catégories entières de la population : les femmes, les paysans, les ouvriers, les va-nu-pieds, les étrangers, les Noirs, les minorités culturelles... Mais, paradoxalement, c'est en traitant avec ce pouvoir violent que certaines catégories sont parvenues à obtenir de leurs bourreaux un certain nombre de concessions : des droits, des services publics, des infrastructures, des

programmes sociaux... Mais il en aura fallu, des grèves avortées, des campagnes électorales perdues et des guerres entre puissants où ces classes ont servi de chair à canon, pour qu'au fil des revendications et des refus ces « acquis » adviennent.

On connaît, du reste, le débat historique à gauche : les sociaux-démocrates ont vu en ces progrès des avancées rendues possibles par le système électoral et la prise de contrôle de l'appareil d'État – et quelques avantages au point de vue des plans de carrière des défenseurs de cette approche. Pour leur part, les révolutionnaires communistes ou anarchistes y ont perçu une façon paradoxale d'adoucir et d'adapter le capitalisme pour favoriser l'adhésion de classes dominées à un régime qui continuait pourtant structurellement de les exploiter. La polémique entre Rosa Luxemburg et Eduard Bernstein résume à elle seule toute cette problématique.

Ce rapport est complexe, le professeur le sait intimement, et il ne se règle pas à coups de petites phrases et d'anathèmes. On peut au moins en conclure que toutes les époques ne favorisent pas des avancées sur un mode parlementaire, dans le rapport de force qui lie l'État capitaliste aux dominés. Il y a tout à fait lieu de croire que le régime de pouvoir en vient à respecter le prolétariat seulement si celui-ci menace de rompre avec lui complètement. S'il s'attife par exemple de gilets de construction jaunes, paralyse le fonctionnement de la machine à engendrer de la plus-value actionnariale ou crée d'autres modalités d'organisation, radicales au sens où elles font souche autrement et ailleurs – et avec quel potentiel de développement, si on voit plus loin que le bout de son nez et si on a quelque peu le sens de l'histoire !

Le sens commun que le social-démocrate appelle de ses vœux est tout entier dans ce qu'il dénonce, et il persiste à le calomnier tout simplement parce qu'il ne s'expose pas à l'*identique* de ce qu'il connaît. Il ne vient donc pas à l'esprit de l'intéressé que peuvent être, plus que lui encore, épris de républicanisme, épris de démocratie au sens fort, épris de liens institutionnels... les anarchistes, les autonomes, les fondateurs de villes en transition, les étudiants grévistes de l'écologie, les animateurs de ZAD et les militants auteurs de barrages devant des sites d'extraction gazière, minière ou pétrolière. Les formes d'organisation nouvelles, vives et prometteuses qui émergent de ces

laboratoires et de ces expériences ne sauraient s'expliquer par un quelconque désintérêt pour la chose commune, mais au contraire par une reprise créative et courageuse de ces principes, précisément parce qu'elles ne s'expriment pas à l'identique de formes désormais sclérosées. Ces tentatives multiples ne sauraient paraître dérisoires aux yeux d'un sociologue sérieux. Les mépriser constitue seulement une façon de dissimuler son incapacité à les comprendre.

Or, qui sait quelle sera la portée des institutions dans un monde pas si éloigné du nôtre où le pétrole cessera d'être abondant et abordable ? Qui sait comment ces forums qu'on expérimente à petite échelle, mais dans une optique vaste et même révolutionnaire, se développeront dans un monde où la crise écologique provoquera un appel pour les circuits courts, le *low-tech*, la décroissance, la transition énergétique ? Les vastes pays qui sont les maîtres d'œuvre de la mondialisation financière n'auront plus de raison d'être dans un tel changement forcé de paradigme. À la rigueur, ils ne compteront pas plus qu'une autorité parmi d'autres, affaiblie de surcroît, dans le millefeuille institutionnel face auquel nous nous trouvons déjà, là où un grand nombre d'instances (banques, multinationales de la grande industrie, mafias, réseaux affinitaires marginaux...) se départagent des franges de pouvoir.

Mais de ces « solutions fascistes », il ne faudrait point parler. Il vaudrait mieux se taire, et tenter de se faire les jumeaux identiques de ceux qui s'octroient le droit d'user d'anathèmes violents contre tous ceux qui ne leur ressemblent pas. Et ce, dans une culture du ressentiment qu'Arthur Schopenhauer reconnaissait déjà chez certains professeurs : « Ils se sont ainsi emparés du marché, veillant à ce qu'on n'y produise que ce qu'ils permettent d'y produire ; et, ainsi, le mérite ne peut s'affirmer que quand leur propre médiocrité daigne le reconnaître. » Il faudrait s'en tenir à cultiver leur illusion : pouvoir légiférer l'état de grâce entre un peuple identique à lui-même et satisfait du miroir institutionnel qu'on lui oppose, ce miroir dût-il être tendu par des instances écocides, colonialistes et capitalistes, mobilisant au moindre désaccord sa police et inhibant par les arguties de son droit toute velléité d'actions autres. ■

Alain Deneault est directeur de programme au Collège international de philosophie de Paris. Il a publié notamment, chez Lux Éditeur, *Gouvernance* (2013), *La médiocratie* (2015) et *Bande de colons* (2020), ainsi que plusieurs essais sur les multinationales et les souverainetés de complaisance aux Éditions Écosociété.

Un numéro hélas toujours d'actualité



Il vous manque d'autres numéros ? Commandez-les en ligne !

- no 81 Le pays incertain
- no 80 Les 20 meilleurs romans québécois du nouveau siècle
- no 79 Pierre Vadeboncoeur
- no 78 Ruses et raisons de l'autodérision
- no 77 Grandeur et misère de l'université
- no 76 L'art doit-il être moral ?
- no 75 Le néoconformisme
- no 74 Révolution sexuelle, prise 2 ?
- no 73 Ducharme sans Ducharme
- no 72 La querelle de la laïcité
- no 71 Les nouveaux romanciers mexicains
- no 70 Faudra-t-il toujours lutter pour le français ?
- no 69 Le fantasme de la survie
- no 68 Du populisme
- no 67 La société sans douleur
- no 66 À quoi sert la fiction ?
- no 65 La gauche et la droite
- no 64 L'amitié au temps de Facebook
- no 63 L'Amérique et nous
- no 62 La tyrannie de la rumeur
- no 61 Islam, islamisme, islamophobie
- no 60 Avons-nous peur du pouvoir ?
- no 59 Le marché des rituels
- no 58 L'âge d'or des séries télé
- no 57 Les embarras de l'identité
- no 56 Où va la littérature québécoise ?